

Perplexités

RÉMY PRUD'HOMME

L'encyclique pontificale est un genre littéraire avec son histoire, ses codes, ses références, son public, ses objectifs. Celle qu'a publiée en juin 2015 le pape François sous le titre Laudato si' pourrait, et sans doute devrait, être analysée à la lumière de ces spécificités. Mais son champ (« sur la sauvegarde de la maison commune »), son succès médiatique et, comme on le verra, son contenu appellent également une approche plus terre à terre. La part qu'y occupent la science, la psychologie, l'économie et la politique y est si grande qu'un examen critique en est légitime et désirable.

R. P.

LAUDATO SI' se présente sous la forme d'un texte de 250 paragraphes (numérotés, ce qui facilite les citations) regroupés en six chapitres : « Ce qui se passe dans notre maison » ; « L'Évangile de la création » ; « La racine humaine de la crise écologique » ; « Une écologie intégrale » ; « Quelques lignes d'orientation et d'action » ; « Éducation et spiritualité écologique ». Elle a été rédigée en italien (le titre, emprunté à saint François d'Assise, est en dialecte ombrien) et publiée simultanément en une dizaine de langues, mais – curieusement pour une encyclique – pas encore en latin (les traducteurs émérites du Vatican ont peut-être des problèmes avec des expressions comme « paradigme technocratique »).

Le succès médiatique de cette encyclique a été immédiat et considérable. Rien qu'en français, on trouve au moins six éditions différentes du texte, qui est en outre disponible intégralement sur des dizaines de sites. « Laudato si' » sur Google renvoie à 5 millions de références. À peu près tous les membres de l'union (au sens mathématique du mot) des catholiques et des écologistes applaudissent à tout rompre. La grande majorité des articles, livres et déclarations sont élogieux, hyperboliques – jusqu'à l'idolâtrie. Un professeur de mathématiques dans une grande école française (la charité prêchée par le pape François incite à ne pas donner son nom) commente par exemple : « Ce qui frappe dans ce texte, c'est la qualité des arguments et la justesse

des analyses et des faits scientifiques pris en compte. [...] J'ai l'impression que Dieu lui-même a rajeuni. » Bref, l'encyclique a déclenché un *tsunami* de bien-pensance.

Les réserves, on n'ose pas dire les critiques, sont rarissimes. On en citera deux. Le cardinal australien Pell, qui n'est rien de moins que le ministre des Finances du Vatican : « Il y a beaucoup, beaucoup d'éléments intéressants. Certains d'entre eux sont magnifiques, mais [...] l'Église n'a pas reçu de mandat du Seigneur pour se prononcer sur les domaines scientifiques. » Peter Foster, un évêque anglican, et Lord Bernard Donoghue, un économiste respecté qui se revendique catholique et travailliste, ont publié une analyse qui souligne, avec un sens tout britannique de l'*understatement*, que « l'encyclique est trop teintée par la nostalgie d'un monde passé ».

L'encyclique aborde trois domaines : le domaine théologique, le domaine environnemental et le domaine socio-économique ; et elle insiste sur les liens qui les unissent.

Du premier domaine, on dira peu de choses, faute de compétence. On notera la place modeste qu'il occupe : quelque chose comme 20 % des paragraphes, si tant est que cette comptabilité ait un sens. L'encyclique dit que Dieu est partout, mais il n'est guère dans l'encyclique, consacrée surtout à la terre et à l'homme. Et on évoquera, avec prudence, deux des problèmes abordés.

L'un concerne la création du monde, et il est bien à sa place dans une réflexion sur la terre, l'homme, les animaux, les plantes. On sait que les théories de Darwin sur *L'Évolution des espèces* (1859) ont été mal reçues par l'Église catholique (qui toutefois ne les a pas condamnées), ainsi du reste que par les autorités juives et musulmanes, au motif qu'elles étaient en contradiction avec la lettre des textes bibliques qui décrivent la création des hommes et des espèces (en six jours), et qu'il illustre la célèbre fresque de Michel-Ange au plafond de la chapelle Sixtine. Plutôt hostile au XIX^e siècle (notamment avec Léon XIII), l'Église s'est finalement ralliée (en particulier avec Jean-Paul II) aux idées de Darwin. Cependant, *Laudato si'* écrit : « Par la parole du Seigneur, les cieux ont été faits » (Ps 33,6) ; Il nous est ainsi indiqué que le monde est issu d'une décision, non du chaos ou du hasard » (§ 77). On peut voir là une pierre dans le jardin de M. Darwin, un retour en arrière. Il

y aura certainement des théologiens subtils capables de démontrer qu'il n'en est rien. Mais il y aura certainement aussi des créationnistes grossiers qui verront dans cette formule un soutien à leurs thèses. Aux États-Unis, mais également en Turquie ou en Arabie Saoudite, on trouve en effet des groupes qui militent, parfois vivement, contre l'enseignement de l'évolutionnisme darwinien dans les écoles. Aux États-Unis, ils avaient réussi, en 1925, à le faire interdire dans une quinzaine d'États fédérés, interdiction finalement déclarée inconstitutionnelle par la Cour suprême en 1967. En Turquie, ou en Arabie Saoudite, ces groupes ont davantage de succès. De la part d'un pape qui se veut progressiste, ce soutien de fait à ces groupes plutôt conservateurs peut surprendre.

L'autre concerne le rapport entre l'homme et la nature, qui est assez contrasté dans la tradition catholique. D'un côté, on a saint François d'Assise qui nous invite à considérer le soleil, la lune, le vent ou l'eau comme nos « frères » et nos « sœurs ». D'un autre côté, on a l'injonction biblique à « dominer la terre », et aussi les mises en garde du prédécesseur du pape François, Benoît XVI, dans l'encyclique *Caritas in veritate*, à propos de ces formes de quasi ou de néo-paganisme : « De cette manière on en arrive à éliminer l'identité et la vocation supérieure de l'homme en favorisant une vision égalitariste de la "dignité" de tous les êtres vivants. » Dans *Laudato si'*, le pape François semble bien choisir le côté de François d'Assise. Il en cite *in extenso* le célèbre hymne à la nature, et fait de son premier vers le titre même de son encyclique. C'est ce qu'on appelle annoncer la couleur (le vert), et préparer le lecteur à l'engagement militant en faveur de l'environnement.

Environnement

La place quantitative donnée à l'environnement est également assez faible : peut-être 20 %. Pell et Donoghue parlent de 10 %, et remarquent que cette part a attiré 90 % de l'attention et des commentaires. On peut discuter ces chiffres, mais pas le contraste qu'ils soulignent. *Laudato si'* a été largement saluée comme une encyclique consacrée à l'environnement et au changement climatique.

On assiste actuellement au phagocytage du thème de l'environnement par le thème du climat. Il y a trente ans, l'environnement, c'était la pollution de l'air, de l'eau, des sols, les produits chimiques nocifs ou les menaces sur la biodiversité. Aujourd'hui (dans les préoccupations, les discours des politiques, les articles de presse, les opinions, les recherches, les politiques), l'environnement c'est principalement la lutte contre le réchauffement du climat. Les autres composantes de l'environnement ont été en grande partie refoulées, mises au second plan, un peu comme si les problèmes qu'elles posaient avaient été résolus. On ne peut pas accuser le texte de l'encyclique de contribuer à cette évolution (regrettable, à nos yeux). Les paragraphes consacrés à l'eau, à la biodiversité, aux déchets sont au moins aussi nombreux que ceux qui traitent du climat. D'un autre côté, le marketing de l'encyclique a surtout porté sur le thème du climat. En publiant son texte quelques mois avant la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP21) à Paris, le pape souhaite évidemment peser sur les négociations de décembre 2015 sur le climat. En recevant à plusieurs reprises Nicolas Hulot, le représentant spécial du Président français pour le climat, le pape attirait l'attention du public sur ce thème. Cet objectif a effectivement été atteint, et *Laudato si'* a été saluée principalement comme une prise de position sur le réchauffement climatique.

La contribution de *Laudato si'* à l'analyse de l'environnement est assez mince. On y trouve la déploration des pollutions de toutes sortes, ce qui est très bien, mais pas très neuf. Et l'invitation à polluer moins, ce qui est également très bien, mais pas très neuf non plus. Les formules du type « Il faut prendre soin des lieux publics » (§ 151) abondent. On croirait feuilleter une nouvelle édition du *Dictionnaire des idées reçues* : « Terre. Se transforme en un immense dépotoir » (§ 21) ; « Qualité de l'eau. Se détériore constamment » (§ 30). Sur un point au moins, d'ailleurs, Flaubert et le pape François écrivent exactement la même chose. François parle de « l'augmentation d'événements météorologiques extrêmes » (§ 23) ; Flaubert, plus spirituellement, écrit : « Hiver. Toujours exceptionnel (voy. Été) » ; et, vous l'avez deviné : « Été. Toujours exceptionnel (voy. Hiver) ».

Beaucoup des déplorations de l'encyclique, pour être des idées reçues, n'en sont pas moins erronées. Considérons, à titre d'exemple, le cas important de l'eau potable. L'encyclique évoque en termes littéraires une « dégradation massive » (§ 30 et s.). Les rapports de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'UNICEF donnent, pour une centaine de pays, des chiffres sur le nombre de personnes bénéficiant d'une eau « améliorée », c'est-à-dire de l'eau courante à domicile ou d'eau provenant de puits ou de sources protégées. Il n'y a aucune raison de suspecter ces chiffres : l'OMS et l'UNICEF n'ont pas l'habitude, et aucun intérêt, à embellir la situation. Le tableau suivant synthétise ces données. Il montre qu'au cours des vingt dernières années, la situation s'est beaucoup, et partout, améliorée, en dépit de l'augmentation de la population. Au cours de cette période, des centaines de millions d'êtres humains ont obtenu un accès à une eau potable, dans les pays pauvres puisque l'accès à l'eau potable est déjà au début de la période largement généralisé dans les pays dits développés.

Tableau 1

Part de la population bénéficiant d'une eau améliorée
(en pourcentage)

	1990	2012
Par zone géographique		
Monde	76	89
Pays en développement	70	87
Pays les moins développés	51	65
Par type d'habitat		
Zones urbaines	95	96
Zones rurales	62	81

Source : WHO-UNICEF. *Progress on Sanitation and Drinking Water. 2013 Update.*

Le tableau 1 montre en outre que l'accès à l'eau de qualité est bien meilleur dans les zones urbaines que dans les zones rurales. C'est exactement le contraire de ce qu'avance *Laudato si'*, qui dénonce vivement les villes (§ 44) comme le lieu privilégié de la « détérioration de la qualité de la vie humaine ».

Ces chiffres (et le rapport de l'OMS et de l'UNICEF dont ils sont tirés) n'ocultent pas l'ampleur des progrès qui restent à faire. Ils disent que 13 % des habitants des pays en développement n'ont pas un accès convenable à l'eau potable : beaucoup de misère, de souffrance, de malheur se cache derrière ces 13 %.

Tout doit être engagé pour réduire ce pourcentage à zéro. Mais cela ne justifie nullement la présentation inexacte de la réalité véhiculée sur ce point par l'encyclique.

Le point essentiel, qui marque les esprits, est ici le ralliement à la doctrine réchauffiste dominante, telle qu'elle est portée et défendue par les Monsieur et Madame Climat des Nations unies (Yvo de Boer, puis Christiana Figueres), et par l'institution qu'ils contrôlent, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Comme toutes les idéologies, le réchauffisme veut s'appuyer sur la « science », sur sa science, sur une science qu'il contrôle ; il a créé le GIEC à cet effet.

Le GIEC n'est pas principalement une organisation scientifique (comme le sont dans la plupart des disciplines les associations ou sociétés savantes indépendantes, ouvertes, pluralistes qui existent aux niveaux nationaux et internationaux), mais une organisation politique. Rajendra Kumar Pachauri, qui en a été le directeur pendant treize ans (il a donné sa démission en février 2015, à la suite d'accusations de harcèlement sexuel, non encore jugées), le reconnaît sans ambages : « Reconnaissons-le, nous sommes une institution intergouvernementale, et la force et l'acceptabilité de nos productions viennent principalement de ce que nous sommes la propriété des gouvernements [...]. Bien évidemment, ils [les gouvernements] nous indiquent les directions à suivre » (*Times of India*, 3 septembre 2010). Même si le GIEC fait souvent appel à des scientifiques indiscutables, l'équation GIEC = science n'est pas vérifiée. Le prix Nobel qui a honoré le GIEC n'était pas un prix Nobel scientifique, mais un prix Nobel de la paix.

L'encyclique est un alignement total sur les thèses réchauffistes. Elle adoube la science officielle du GIEC, transformée par elle en science tout court. De la part de l'Église catholique, dont les relations avec la vraie science n'ont pas toujours été heureuses, il y a là quelque imprudence. Elle accepte et répète toutes les conclusions des chefs réchauffistes, y compris celles qui vont plus loin que le GIEC lui-même. Le GIEC a publié en 2012 un rapport spécial sur les événements extrêmes. Ce rapport reconnaît explicitement avoir une « confiance faible » dans la thèse de l'aggravation observée ou prévue des vents,

des moussons, des cyclones tropicaux et extra-tropicaux, des inondations, des glissements de terrain, des sécheresses (plus intenses dans certaines régions, moins intenses dans d'autres), des fortes pluies (un peu plus d'augmentations que de diminutions). Les porte-paroles du GIEC ignorent ces précautions, et popularisent la certitude d'une aggravation constante de ces événements – avec succès, car le dramatique se vend bien. L'encyclique endosse sans nuances cette vision apocalyptique (§ 23).

Ce ralliement de l'une des grandes autorités morales du globe à une idéologie terrestre à la mode rend perplexe. On peut y voir une sorte de Canossa à l'envers. En 1077, dans cette ville du nord de l'Italie, le puissant Empereur romain germanique Henri IV vint faire allégeance au pape Grégoire VI (qui, raconte la légende, le fit longuement attendre pieds nus dans la neige). Le pouvoir temporel s'inclinait devant le pouvoir spirituel. Avec *Laudato si'*, on a le pouvoir spirituel qui s'aligne sur le pouvoir temporel, en reprenant mot pour mot son credo. Le pape va jusqu'à inviter les catholiques à la « conversion écologique » (§ 216). Au moins dans l'une des éditions en français, le texte de l'encyclique est accompagné d'une préface de Nicolas Hulot, le pape français du réchauffisme, comme si le texte du souverain pontife ne se suffisait pas à lui-même et avait besoin de cette béquille (cette édition contient une autre préface, de Monseigneur Barbarin, archevêque de Lyon, ce qui montre son caractère catholique officiel, et place sur le même plan la vedette de la télévision et le Primat des Gaules). Même le non-croyant éprouve une certaine gêne en observant ces capitulations devant l'air du temps. On peut se consoler (ou se désoler) en remarquant les affinités profondes qui existent entre la religion catholique et l'idéologie réchauffiste : dans les deux cas, l'homme pêche, Dieu le punit en envoyant des catastrophes, et l'homme peut se sauver en faisant pénitence et en devenant un homme « nouveau ».

Économie

L'essentiel de *Laudato si'* – quelque 60 % selon notre arithmétique discutable – est consacré à l'économie, ou à la socio-écono-

Tableau 2

Évolution des conditions de vie, pays pauvres, 1990-2012

	1990	2012	2012/1990
Mortalité infantile (a)			
Afrique	162	52	- 69 %
Asie	76	39	- 49 %
Amérique latine et Caraïbes	49	23	- 34 %
Sous-alimentation (en pourcentage de la population totale) (b)	24	14	- 42 %
Tuberculose (décès/100 000) (b)	25	14	- 44 %

Notes et sources : Les données se rapportent aux seuls pays en développement.

(a) Décès d'enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances ; UN Department of Economic and Social Affairs, *World Mortality Report 2013*.

(b) *UN Millenium Development Goals Report 2014*.

mie. L'économie est à la fois le point de départ et le point d'arrivée de l'analyse, la cause de tous les malheurs environnementaux et sociaux, et le champ des remèdes préconisés. L'inspiration directe de l'encyclique n'est pas ici l'idéologie réchauffiste qui domine aujourd'hui, mais bien l'idéologie marxiste qui dominait dans les années cinquante. Le texte présente une description effarante du monde et de son évolution, des explications simplistes, et des préconisations discutables.

Description effarante

La présentation du monde d'aujourd'hui et plus encore de demain est uniformément noire, et de nature à jeter l'effroi. Tout va mal, de plus en plus mal, et va aller encore plus mal. « Il y a une grande détérioration de notre maison commune [...] il est certain que l'actuel système mondial est insoutenable de divers points de vue » (§ 61). La pauvreté s'accroît, les conditions de vie se détériorent, les maladies se répandent, les migrations climatiques concernent des millions de personnes et vont en concerner des centaines de millions, la production agricole régresse, etc. Et tous ces malheurs frappent particulièrement les pays pauvres. Ces affirmations ne reposent sur aucun chiffre (les chiffres, ça n'est pas assez chic pour une encyclique, même lorsqu'elle parle d'économie). Les données disponibles, qui sont nombreuses, sinon parfaites, montrent que ces affirmations sont exagérées ou carrément inexactes.

Pour ne pas lasser le lecteur, on s'est contenté, dans le tableau 2, de chiffres qui éclairaient l'évolution récente de trois indicateurs : les décès dus à la tuberculose, la sous-alimentation et la mortalité infantile, et qui se rapportent aux

seuls pays en voie de développement, ceux où la dégradation est la pire selon l'encyclique. Les données relatives à la mortalité infantile sont particulièrement significatives, car elles reflètent à la fois l'évolution des revenus, les conditions de logement, d'hygiène et d'alimentation, la disponibilité des soins médicaux, ou encore l'éducation des femmes.

Ces chiffres montrent que la situation des pays pauvres, loin de se dégrader, s'est considérablement améliorée au cours des décennies récentes. Cette évolution positive contraste heureusement avec l'évolution négative antérieure. Après la dernière guerre, le monde développé a pris conscience du gouffre qui le séparait des « nations prolétaires », du « tiers monde ». Il a essayé de le combler. Il n'y est pas parvenu. C'est seulement depuis une trentaine d'années que ces pays commencent à sortir de la misère dans laquelle ils étaient plongés depuis des siècles. Pour beaucoup, les objectifs du millénaire (en matière de santé, d'éducation, d'égalité des sexes, de pauvreté extrême, etc.) adoptés par les Nations unies en 2000 pour 2015 apparaissent chimériques. Ils n'ont certes pas tous été complètement atteints ; des centaines de millions d'être humains vivent encore dans un horrible dénuement ; beaucoup reste à faire. Mais beaucoup a été fait, et il faut se réjouir de cette divine surprise. Le verre est aux trois quarts plein. Le présenter comme totalement vide – ce que fait *Laudato si'* – revient à présenter une vision datée ou tordue.

Explications simplistes

La recherche des causes de la prétendue « détérioration globale de l'environnement » (§ 3) est au cœur de l'encyclique. Deux causes

principales sont identifiées : le capitalisme et la technologie. À côté de ces deux grands satans, le pape prend aussi à partie toute une ribambelle de diabolins.

Le capitalisme, également appelé finance, marché, consommation, profit, avidité, spéculation (tous ces concepts ou vocables sont un peu mélangés dans le texte), est le vrai coupable. « Dans le système mondial actuel [...] priment une spéculation et une recherche du revenu financier qui tendent à ignorer tout contexte, de même que les effets sur la dignité humaine et sur l'environnement » (§ 56). « Les intérêts du marché [sont] divinisés, transformés en règle absolue » (§ 56). Notre société est dominée par « l'obsession du bénéfice maximum » et par « le schéma du gain » (§ 190). Dans « le système mondial actuel [...] priment une spéculation et une recherche du revenu financier » (§ 56). On pourrait multiplier les citations de l'encyclique sur ce thème. Il n'est d'ailleurs pas très neuf ; dans le *Dictionnaire des idées reçues*, déjà cité, à l'article « Argent », on lit : « Cause de tout le mal. Dire *Auri sacra fames* [l'exécrable faim de l'or] ».

Que le marché ne puisse pas résoudre tous les problèmes sociaux ou environnementaux, tous les économistes, y compris les plus libéraux, en conviennent. La théorie des finances publiques a formalisé cette évidence. Elle identifie les cas de « pannes du marché » (existence de biens publics purs, d'externalités, de coûts marginaux décroissants, etc.) dans lesquels le marché ne peut pas conduire à une situation optimale, et souligne la nécessité d'une intervention des finances publiques pour atteindre des objectifs d'efficacité, de stabilité (macroéconomique) et de redistribution. La pratique n'est pas en reste. La part des dépenses publiques dans le PIB est partout considérable, même si elle n'atteint nulle part ailleurs le 57 % enregistré en France. Le pouvoir politique intervient en outre avec de multiples normes, interdictions, réglementations et autres autorisations.

Si l'encyclique se contentait de souligner la nécessité de contrôler ou de compléter le marché, il n'y aurait rien à dire, si ce n'est qu'elle enfonce des portes ouvertes (ce qui n'est pas toujours inutile). Mais ce n'est pas ce qu'elle fait. Elle n'a pas un mot sur l'utilité du marché, qui est pourtant grande, comme le montre l'état économique et social des pays qui prétendent s'en passer – comme

la Corée du Nord, Cuba ou la Birmanie. *Laudato si'* n'a pas un mot non plus sur l'existence de l'important secteur public qui prévaut dans la plupart des démocraties. Elle pourrait en critiquer l'ampleur ou les modalités, souhaiter plus d'intervention, ou une intervention différente. Elle préfère adopter une attitude manichéenne tranchante et absolue. Elle explique que le diable marché règne partout en maître absolu, pervertissant tout. Il est même l'obstacle majeur à la paix universelle : la politique devrait, écrit *Laudato si'*, « s'attaquer aux causes qui peuvent provoquer de nouveaux conflits. Mais c'est le pouvoir lié aux secteurs financiers qui résiste le plus à cet effort » (§ 57). Retrouver ce poncif marxiste disparu au coin d'une encyclique rajeunit le lecteur. Le marché est tellement méchant et condamnable que seule son éradication est souhaitable : « Il ne suffit pas de concilier, en un juste milieu, la protection de la nature et le profit financier, ou la préservation de l'environnement et le progrès. Sur ces questions, les justes milieux retardent seulement l'effondrement » (§ 194).

Le deuxième Satan, presque aussi détestable que le capitalisme, est la technologie ou, comme dit l'encyclique, le « paradigme technologique ». « La technologie, liée aux secteurs financiers, qui prétend être l'unique solution aux problèmes, de fait, est ordinairement incapable de voir le mystère des multiples relations qui existent entre les choses et, par conséquent, résout parfois un problème en en créant un autre » (§ 20). Le § 107 instruit bien le procès de la technologie comme cause de tous les maux de la terre : « à l'origine de beaucoup de difficultés du monde actuel, il y a avant tout la tendance [...] à faire de la méthodologie et des objectifs de la techno-science un paradigme de compréhension qui conditionne la vie des personnes et le fonctionnement de la société. Les effets de l'application de ce moule à toute la réalité, humaine et sociale, se constatent dans la dégradation de l'environnement, mais cela est seulement un signe du réductionnisme qui affecte toute la vie humaine et la société dans toutes leurs dimensions » (où l'on voit que la direction des programmes du ministère de l'Éducation nationale français n'a pas le monopole du charabia).

Il est exact que la technologie peut être une arme à double tranchant. On sait au moins

depuis Rabelais que « science sans conscience n'est que ruine de l'âme ». Si l'encyclique se bornait à répéter cette idée, elle serait dans le vrai, à défaut d'être dans le neuf. Mais l'encyclique va bien au-delà de cet utile rappel. Elle est une charge violente, constante, presque haineuse, contre la technologie. Le marxisme nous a habitués au rejet radical du capitalisme. Le rejet radical de la technologie est plus rare, et constitue sans doute la véritable originalité de cette encyclique.

À côté de ces deux grands satans, le texte identifie aussi une pléiade de petits satans : les villes (§ 44) ; les combustibles fossiles ; la voiture (§ 153) ; le travail du dimanche (§ 237) ; les climatiseurs ; le rythme trop rapide du changement, « préoccupant quand il en vient à détériorer le monde et la qualité de la vie d'une grande partie de l'humanité » (§ 18) ; les progrès de la productivité (« On ne doit pas chercher à ce que le progrès technologique remplace de plus en plus le travail humain » (§ 128)).

Préconisations discutables

Dans le domaine économique et social, *Laudato si'* ne se contente pas du diagnostic des causes de nos malheurs, elle propose une thérapie, qui découle naturellement de ce diagnostic. On évoquera rapidement trois des composantes de cette thérapie : la décroissance, l'étatisation et le localisme.

Pour lutter contre la consommation effrénée causée par le capitalisme, la frugalité est la solution. L'encyclique cite avec admiration Bartholomée, le patriarche de l'Église orthodoxe de Constantinople, qui « nous a proposé de passer de la consommation au sacrifice, de l'avidité à la générosité » (§ 12). « L'heure est venue d'accepter une certaine décroissance dans quelques parties du monde mettant à disposition des ressources pour une saine croissance dans d'autres parties » (§ 193). Pour le pape, il va de soi que moins de revenu dans les pays riches entraîne automatiquement plus de revenu dans les pays pauvres. Peu d'économistes partagent ce point de vue.

Puisque le marché est le problème, l'étatisation est la solution. Le § 152, qui traite du logement, est symptomatique de la pensée pontificale. « Le manque de logement est grave » y lit-on (personne ne dira le contraire). Pourquoi ? « Parce que souvent les budgets étatiques couvrent seulement une

petite partie de la demande. » Implicitement, il faut et il suffit que les « budgets étatiques » couvrent le reste de la demande. L'idée que le marché pourrait jouer un rôle utile, et que, en pratique, les pays où le manque de logement est le moins grave sont assez largement ceux où le marché joue ce rôle, cette idée semble étrangère à l'univers intellectuel du pape. C'est donc tout naturellement que son encyclique écrit : « Face à la possibilité d'une utilisation irresponsable des capacités humaines [vous avez reconnu la description du marché], planifier, coordonner, veiller et sanctionner sont des fonctions impératives de chaque État » (§ 177). Hors du contexte, l'affirmation est correcte, et banale : dans un certain nombre de cas précis, planification, coordination, surveillance et sanction sont désirables. Dans le contexte, elle est une injonction à remplacer systématiquement le marché par la planification, la coordination et la sanction. Pour *Laudato si'*, cette substitution doit avoir lieu au niveau international : « la maturation d'institutions internationales devient indispensable, qui doivent être plus fortes et efficacement organisées [...] et dotées de pouvoir pour sanctionner » (§ 175). L'évocation de ce *gosplan* planétaire n'emporte pas l'adhésion de tous les économistes.

Au risque d'une certaine contradiction, l'encyclique propose également le recours au localisme, et plus précisément au ruralisme, puisque les villes sont condamnées. « L'instance locale peut faire la différence » (§ 179). « On peut favoriser des formes de coopération ou d'organisation communautaire qui défendent les intérêts des petits producteurs et préservent les écosystèmes locaux de la déprédation » (§ 180). On peut, en effet. Mais *small* n'est pas toujours *beautiful*, et rien ne garantit que le local protège mieux l'environnement que le national. L'exemple des côtes françaises suggère même plutôt le contraire : le Conservatoire du littoral est plus respectueux des paysages et des écosystèmes que les municipalités. Le cas, donné en exemple, des « coopératives pour l'exploitation d'énergies renouvelables, qui permettent l'autosuffisance locale et même la vente des excédents » (§ 179), est sujet à caution. Il correspond sans doute à des collectivités qui ont la chance assez rare d'avoir sur leur territoire des ressources hydrauliques ou géothermiques, mais le solaire et l'éolien, qui ont explicitement la faveur de l'encyclique, sont bien incapables

d'assurer l'autosuffisance électrique. Elles ne produisent pas d'électricité lorsqu'il n'y a ni soleil ni vent, c'est-à-dire pendant au moins 60 % des heures de l'année, et la technologie honnie n'a pas encore trouvé le moyen de stocker l'électricité. Du reste, « la vente des excédents » suppose la connexion à un réseau, qui nous éloigne de l'autosuffisance.

En conclusion, *Laudato si'* apparaît comme un cocktail original, avec à parts égales une

portion de catholicisme, de marxisme et de réchauffisme, arrosée d'une rasade de saint François d'Assise et d'une goutte de Rousseau. Lors de la sortie de l'encyclique, *The Economist* a analysé ce cocktail ; l'hebdomadaire britannique n'a pas publié son analyse dans la section « International », ni dans la section « Livres et art », mais bien dans la section « Amérique latine ».

RÉMY PRUD'HOMME

L'ÉTAT NE PEUT RIEN CONTRE L'ÉCONOMIQUE

Nulle puissance ne peut obtenir que les fromagers laissent un peu de lait pour les nourrissons. Nulle puissance ne peut empêcher que les marchands gagnent autant qu'ils peuvent. Il suffit d'une loi ou d'un décret pour que des hommes s'exposent à la mort ; mais aucun décret ni aucune loi ne peut faire baisser le prix du beurre. Le même paradoxe se retrouve dans le petit royaume borné par notre épiderme, et que notre jugement gouverne aussi par lois et décrets. Un homme peut décider qu'il s'embarquera pour l'Amérique, mais il ne peut décider qu'il n'aura pas le mal de mer. Un homme peut apprendre le violon, mais il n'a aucune puissance directe sur les battements de son cœur. C'est en vertu d'un rapport du même genre que celui-là que le commerce résiste à la loi. Cela ne me déplaît point et ne me décourage point : bien au contraire cela me rassure et me réconforte. Il faut que je dise pourquoi.

Toute industrie trouve appui dans une nature extérieure qui résiste et qui fait sentir sa loi inflexible. « On ne s'appuie que sur ce qui résiste » a dit je ne sais quel homme d'expérience. Le fer résiste au marteau ; il tiendra bon aussi dans la place où vous le mettrez. On pourrait bien penser, en abstrait, que si la nécessité extérieure suit des lois inflexibles, nous perdons alors tout espoir de la modifier. Sur quoi un professeur, qui ne fait point œuvre de ses mains, discute tristement. Mais le forgeron se moque de cela et tape sur le fer. Et sur toute la planète les hommes creusent, labourent, défrichent, transforment, exploitent, par de petites ruses et de petits changements ; petits si on les compare à la masse planétaire, au mouvement des glaces, des eaux et du vent. Petits changements, mais qui suffisent. L'homme ne change point le vent, mais il tend obliquement sa voile, tient ferme la petite planche qui lui sert de gouvernail et va à ses fins par l'effet des lois inflexibles.

ALAIN, *Le Citoyen contre les pouvoirs*, Kra, 1926 p. 183-184.